

Fonction publique : le gouvernement ne ferme pas à la porte à une négociation salariale

“La porte à une négociation salariale n’a pas été fermée”, explique le ministère de la Fonction publique après la réunion multilatérale avec les syndicats du mardi 18 mars.

Celle-ci, précise-t-on, “dépendra de plusieurs facteurs”, et notamment de **la préparation du budget 2026**. Un contexte budgétaire qui inquiète les syndicats sur les perspectives salariales possibles pour les agents publics.

Le gouvernement Bayrou précise ses priorités pour la fonction publique. Les syndicats ont été reçus le mardi 18 mars par le directeur de cabinet du ministre Laurent Marcangeli, Arnaud Lacaze, qui leur a présenté les “thématiques” de discussions que l’exécutif souhaite évoquer au cours des prochains mois.

“Le but de la réunion était d’établir un agenda social et une version amendée sera renvoyée sous 10 jours pour tenir compte des échanges avec les syndicats”, explique-t-on au ministère. À l’occasion de cette multilatérale, poursuit-on, le DirCab’ a insisté sur “la nécessité d’introduire dans les travaux une approche de long terme”. Dans nos colonnes, il y a peu, le ministre évoquait déjà la nécessité de “commencer à réfléchir à ce que sera ou ce que doit être la fonction publique à l’horizon de 2050”.

Parmi les chantiers prévus dans les prochains mois figure notamment la question des rémunérations et de la politique salariale dans la fonction publique.

Et l’entourage de Laurent Marcangeli l’assure : “**la porte à une négociation salariale n’a pas été fermée**”. Celle-ci, ajoute-t-on néanmoins, “dépendra de plusieurs facteurs”, “son ciblage”, “sa portée” et “la préparation d’ensemble du budget 2026 et son cadrage”.

Contexte budgétaire en question

La préparation du PLF 2026 s’annonce compliquée au vu de la situation difficile des finances publiques et du contexte international ainsi que de ses conséquences budgétaires sur la France. **Ce qui ne manque pas d’inquiéter les organisations syndicales quant au résultat possible de cette éventuelle négociation salariale.**

Avant la réunion du 18 mars, les 8 syndicats de la fonction publique avaient ainsi déjà adressé une lettre ouverte au ministre Laurent Marcangeli où ils affichaient leur refus d’une “nouvelle année blanche” en 2025 dans la fonction publique.

Un point sur lequel ils ne semblent pas avoir obtenu satisfaction. “La multilatérale a été poussive, le gouvernement étant une nouvelle fois enfermé dans l’état budgétaire de l’austérité”, regrette ainsi Caroline Chevé de la FSU, **selon qui le ministère a confirmé qu’il n’y aurait pas, comme en 2024, de hausse générale des salaires ou de versement de la GIPA, la prime de pouvoir d’achat des agents publics.**

“Le gouvernement reste enfermé dans une prétendue économie de guerre et tente de proposer une discussion sur la question salariale sans répondre sur l’enveloppe”.

budgétaire devant être allouée dans ce sens”, abonde Christophe Delecourt de la CGT.

“Il n’est pas possible que la discussion sur l’axe salarial s’ouvre sans que la revalorisation du point d’indice ne puisse être à l’ordre du jour », renchérit Gaëlle Martinez de Solidaires.

Nouveau projet d’agenda d’ici à dix jours

Pascal Kessler de la FA-FP, a, de son côté, jugé l’échange *“cordial”*. Mais, ajoute-t-il, **“rien de concret n’est sorti de cette rencontre”**. Surtout, estime ce syndicaliste, le chantier de l’attractivité de la fonction publique *“ne peut attendre 2050 pour une mise en œuvre effective”*. **“L’attractivité, c’est maintenant et pas demain”**, développe-t-il. Un constat partagé par Stanislas Gaudon de la CFE-CGC : **“Le chantier des rémunérations et des perspectives salariales peut se construire, mais pas à l’horizon 2050. L’urgence est là pour les cinq prochaines années.”**

Charge désormais au gouvernement de préciser ses intentions quant à la négociation salariale qu’il a posé sur la table. *“Il reste à savoir si le gouvernement est prêt ou non à ouvrir des perspectives pour ses agents indépendamment du contexte budgétaire et international”*, estime ainsi Luc Farré de l’UNSA Fonction publique.

“La CFDT Fonctions publiques a été très claire, ajoute sa secrétaire générale Mylène Jacquot. Nous voulons un rendez-vous salarial, peu importe la méthode en 2025, mais on ne veut pas reproduire l’année blanche 2024.”

Les organisations syndicales attendent désormais le retour du ministère qui doit leur transmettre un nouveau projet d’agenda social dans les dix jours.